

FONCTION PUBLIQUE

Christian Jacob a signé hier un accord avec la CFDT, la CFTC et la CGC, qui refond le dispositif de formation de l'Etat.

Formation : le DIF est étendu aux fonctionnaires

Après quelques vicissitudes, la séance officielle de paraphe de l'accord sur la formation des agents de l'Etat a eu lieu hier au ministère de la Fonction publique (« Les Echos » du 21 novembre). Ce texte de 33 pages, signé par la CFDT, la CFTC et la CGC, se traduira dans la publication de trois décrets et un arrêté et la modification de 5 autres décrets, et entrera en vigueur « *dès la fin de [2007] ou au plus tard au début de l'année 2008* ». Il précise les modalités d'extension aux fonctionnaires du droit individuel à la formation, dont le principe avait été inscrit dans l'accord social et statutaire du 25 janvier et dans le projet de loi de modernisation de la fonction publique examiné au Parlement. Il affirme en particulier la transférabilité de ce DIF dans la

sphère publique, en cas de changement d'administration, un plus par rapport au secteur privé. En revanche, pas plus que dans l'accord de 2003 du privé, il n'y a de quantification des moyens financiers du DIF. Tout au plus a-t-il été ajouté in extremis dans l'accord que tous les départements ministériels « *veill[eront] à allouer les moyens nécessaires à sa réalisation* ».

« Un nouvel élan »

Cela concerne aussi le développement de formations en alternance, autre nouveauté, tout comme l'entretien individuel de formation annuel, ainsi que le droit à un jour pour faire un bilan de compétences comme pour valider ses acquis de l'expérience, à prendre en compte dans le recrutement comme dans les carrières. Enfin, l'accord, qui affirme, « *dix ans après l'accord-*

cadre de 1996, donner un nouvel élan à la politique de formation professionnelle des agents publics », est aussi une nouvelle occasion pour le ministère de la Fonction publique de s'affirmer comme la DRH de l'Etat. Il prévoit ainsi un renforcement des formations interministérielles, encore peu développées. Christian Jacob aurait aimé pouvoir disposer pour cela d'un budget ad hoc mais il a dû se contenter d'« *une réflexion spécifique* » sur « *les modalités de la participation financière* » des administrations à ces formations. Non pas du fait de l'hostilité des syndicats, mais de celle de gros ministères tels Bercy et l'Education nationale.

L. DE C.

Retrouvez l'accord sur www.lesechos.fr/documents